

Putsch médiatique permanent

Maurice LEMOINE

Rédacteur en chef du
Monde diplomatique.

Venu passer deux jours à Caracas en juillet 2002 pour y visiter l'ambassade de France et donner une conférence au Teatro Trasnoco, le chroniqueur-vedette Jacques Julliard, au terme de cette enquête approfondie, n'hésita pas à écrire, dans le *Nouvel Observateur*, avec le plus grand sérieux : « *De l'avis général, [Hugo] Chavez ne terminera pas l'année.* »

On pourrait en rire ou hausser les épaules. Mais...

Trois mois auparavant, du 11 au 13 avril, un coup d'Etat mené contre le président vénézuélien avait tenté d'en finir avec son « rêve bolivarien » : intégrer les nations sud-américaines, en terminer avec l'unilatéralisme de Washington, mais aussi, au Venezuela même, nationaliser le pétrole, lancer la réforme agraire et une série de programmes sociaux.

Depuis son arrivée au pouvoir, les cinq principales chaînes de télévision privée – Venevision, RCTV, Globovision, Televen, CTV – et neuf des dix grands médias nationaux – *El Universal, El Nacional, Tal Cual, El Nuevo Pais, El Mundo*, etc. – se sont substitués aux partis politiques traditionnels, renvoyés au néant par les victoires électorales du *comandante*. Comme un robinet de vitriol, la fiction domine l'info. Enquêtes, interviews, comptes-rendus, commentaires vont tous dans le même sens, alimentant contre le président et les siens les chroniques les plus pernicieuses, répandant à travers les relais internationaux une image d'horreur du Venezuela. Insulté, comparé à Fujimori, Mussolini, Hitler, traité de fasciste, de dictateur ou de tyran, Chavez subit des attaques qui, dans n'importe quel pays, donneraient lieu au dépôt de plaintes pour offense au chef de l'Etat.

Grève nationale, les 9 et 10 avril 2002, lancée par la fédération patronale, Fedecamaras. « Prenons la rue », ordonne le quotidien *El Nacional*, dans son éditorial. Pendant toute la journée du 10, Globovision, à l'aide de panneaux fixes, diffuse les consignes à l'écran : « Vénézuéliens, tous dans la rue, le jeudi 11, à 10 heures du matin. Apporte ton drapeau. Pour la liberté et la démocratie. Personne ne nous vaincra ».

Le 11, prêts à suivre n'importe qui, pour peu qu'il les débarrasse du « tyran », les opposants s'élancent vers l'ouest de la ville – sans savoir qu'ils vont servir de chair à canon. Car le noyau dur des conspirateurs a besoin de quelques morts pour les caméras de télévision. Juchés sur les terrasses ou dans les étages supérieurs de quelques immeubles stratégiquement situés, des francs-tireurs prennent pour cible tant les « chavistes » que les opposants.

Sur le pont Llaguno, à quelques centaines de mètres du palais présidentiel de Miraflores, des manifestants soutiennent le chef de l'Etat. Depuis un hôtel – l'hôtel Eden – des snipers les « allument » ; depuis l'avenue Baralt, qui passe perpendiculairement sous le pont, des éléments de la Police métropolitaine (entre les mains de l'opposition), à l'arme automatique, leur tirent dessus. Tandis qu'on cherche à repérer les agresseurs, cinq boliviens armés ripostent, en état de légitime défense, dans un échange de tirs nourris. Une caméra de *Venevision* les filme, depuis la terrasse d'un immeuble¹. Lorsque, très rapidement, la chaîne diffuse les images, on ne voit qu'eux. Pas leur cible. « *Regardez*, assène le commentateur, *ils n'ont fait aucune distinction entre ceux qui manifestaient et ceux qui sortaient de leur travail, ils ont tiré sur des personnes innocentes en se protégeant derrière les murs.* » Manipulation ! Jamais la manifestation de l'opposition ne s'est approchée à moins de trois cents mètres de cet endroit. Qu'importe. Dix fois, cent fois, assorties du même commentaire mensonger, on revoit ces images, à vitesse normale et au ralenti. La nouvelle court de bouche en bouche : « Chavez, assassin ! »

Le but recherché est atteint. Dans toute la ville, on a ramassé dix-sept morts, plus de deux cents blessés. A 18 heures, « *bouleversé par le nombre des victimes* », le général Efrain Vasquez Velasco annonce que l'armée de terre n'obéira plus au président. La quasi-totalité du commandement de la Garde nationale vient d'en faire autant. Chavez est renversé.

Contrainte et forcée, la chaîne d'Etat Venezolana de Television (VTV) cesse d'émettre, tout comme la radio nationale et les médias communautaires – au nom, peut-être, de la liberté de

¹ Le reçu de la location de la terrasse de l'immeuble Invegas d'où la scène a été filmée par Venevisión date du 9 avril. Ce n'est que le 11 vers midi que la marche a été dirigée vers Miraflores par les dirigeants de l'opposition.

l'information ! Sur les écrans, le 12, le présentateur vedette Napoleon Bravo jubile, une feuille de papier en main :

« Vous vous demandez... A quoi ressemble la démission de Chavez ? D'abord à une lettre. Je vais vous lire la lettre qu'il a signée. "En me basant sur l'article 233 de la constitution de la République, je présente ma démission irrévocable à la charge de président de la République devant le pays, que j'ai occupée jusqu'à aujourd'hui, 12 avril 2002. Fait à Caracas le 11 avril 2002, 191e année de l'Indépendance et 142e de la Fédération. Hugo Rafael Chavez Frias".»

Cette lettre n'a jamais existé.

Très tôt dans la matinée, cette machine de propagande et de manipulation avait été félicitée et remerciée, en direct, sur la chaîne *Venevision*, par deux des principaux putschistes, l'amiral Carlos Molina Tamayo et le contre-amiral Hector Ramirez Perez, tandis que Victor Manuel Garcia, directeur de l'institut de sondages Ceca, évoquait son rôle au centre d'opération des rebelles, à Fort Tiuna : *« A un moment, les communications nous manquaient et je dois remercier les médias pour leur solidarité, toute la coopération qu'ils nous ont apportés pour obtenir ces communications avec l'extérieur et donner les directives que m'indiquait le général [putschiste] Gonzalez Gonzalez. »*

A Miraflores, on décroche – au sens propre – l'immense portrait de Bolivar. Les tenants d'un capitalisme pur et dur, l'oligarchie financière, l'aristocratie la plus authentique et la classe moyenne parfumée, intronisent le patron des patrons, Pedro Carmona. Le peuple se mobilise. La répression s'abat : gaz lacrymogènes, fusillades, on dénombrera bientôt 84 morts et 300 blessés. Mais le peuple ne lâche pas. Les téléphones portables se transforment en radio populaire. Les consignes circulent, des motards assurent la coordination.

Le 13 avril, un raz-de-marée déferle, occupe toutes les villes du pays. Un million cinq cent mille personnes investissent Caracas. Censurant toute information, diffusant des films, des feuilletons, des recettes de cuisine, des dessins animés, les médias n'en disent rien. Il faudra attendre vingt heures et la reprise des transmissions de la chaîne d'Etat VTV – remise en route par des militants des médias communautaires – pour que s'effondre le mur du silence et que les Vénézuéliens l'apprennent : le mouvement populaire ressemble à un torrent, les bataillons de l'armée demeurés fidèles à Chavez montrent leurs muscles, la situation est en train de basculer. Et Chavez revient.

Un temps assommé, les anti-chavistes retrouvent leur vindicte. Ils savent que le temps joue pour eux. Bientôt, l'information sera dépassée. La communauté internationale oubliera ce qui s'est

passé, à supposer d'abord qu'elle y ait compris quoi que ce soit – compte tenu de la façon dont les médias ont rapporté les faits.

Décembre 2002-janvier 2003 : tentative de déstabilisation économique. Dans un éditorial, le *Washington Post* appelle de ses vœux une intervention des Etats-Unis pour garantir les sources énergétiques américaines au Venezuela. Une fois encore, le mouvement populaire résiste – et sort renforcé de l'épreuve. Une fois encore les plumitifs et éditorialistes repartent à l'assaut. Les chaînes de télévision privées martèlent : « *Soixante-dix pour cent des Vénézuéliens rejettent Chavez* ». Les médias écrits répètent inlassablement. Tous les opposants finissent par le croire, intoxiqués. La majorité des correspondants étrangers reprennent l'information, sans trop se poser de questions.

Seulement, le président bâtit un système – les « missions » – qui lui permet de court-circuiter la bureaucratie d'Etat héritée de l'ancien régime. Banque des femmes, Banque du peuple, micro-crédits... La population commence à bénéficier des richesses du pays. Entre 1999 et 2005, la pauvreté est réduite de 42,8 % à 37,9 %. Le salaire minimum (204 euros) est l'un des plus élevés du continent. Chavez gagne le référendum révocatoire du 15 avril 2004, avec 59,06 % des suffrages, puis la présidentielle de décembre 2006, avec 62,84 % des voix.

Comme des ondes se répercutent à partir d'un caillou jeté dans un lac, l'aura de la révolution bolivarienne bouscule désormais les frontières du Venezuela. L'Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique – Cuba, Bolivie, Equateur, Nicaragua, Honduras – prend son élan. Plus que jamais, Chavez redevient la bête noire de Washington et des nostalgiques de la guerre froide. A petite dose, et de manière constante, d'« importants fonctionnaires de la Maison Blanche », des journalistes « très informés » travaillent l'opinion, avec l'aide d'un allié de choc : la Colombie.

Bogota ouvre le feu lorsque, le 1^{er} mars 2008, son aviation et un commando de son armée lancent un raid en Equateur et tuent Raul Reyes, numéro deux et « ministre des Affaires étrangères » des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui s'y trouvait pour rencontrer des émissaires étrangers. Ayant « résisté » au bombardement, trois ordinateurs portables, deux disques durs et trois clés USB appartenant à Reyes « révèlent » les relations incestueuses des présidents Chavez et Rafael Correa avec les FARC. Fer de lance, en Europe, d'une campagne de diffamation permanente contre les gouvernements progressistes d'Amérique latine, le quotidien espagnol *El Pais* ne se pose pas de questions. Le 12 mars, ses lecteurs apprennent, sous le titre « Les FARC trouvent refuge en Equateur », que « *les guérilleros se*

déplacent dans le nord de l'Equateur en camionnettes, comme l'a constaté un fonctionnaire de l'OEA [Organisation des Etats américains] », mais ne sauront jamais que le secrétaire général de la dite organisation, Miguel Insulza, a exprimé son « indignation », dans un droit de réponse jamais publié :

« Je peux vous assurer que cette affirmation est absolument fausse vu que l'OEA n'a pas de missions spéciales, ni de fonctionnaires de quelque niveau que ce soit déployés sur la frontière nord de l'Equateur, de sorte qu'il est impossible que quelque fonctionnaire de cette organisation ait pu formuler une telle déclaration. »

Ni désir de vérité ni réflexe de précaution ! Journaux et télévisions se déchaînent. Sur la base de « documents » explosifs (issus des fameux ordinateurs) aimablement « filtrés » par les services de renseignements colombiens, le quotidien colombien *El Tiempo* (dont le capital est réparti entre la famille Santos – à laquelle appartiennent l'ex-vice-président Francisco Santos et le président Juan Manuel Santos – et Planeta, l'un des grands groupes conservateurs ibériques) et *El Pais*, donnent le la. L'éditorial du *Washington Post* (21 mai) pourrait résumer à lui seul la nature de la formidable campagne médiatique qui se développe : « Si le scandale des ordinateurs est utilisé de manière adéquate [c'est nous qui soulignons], il approfondira le trou dans lequel cette supposée "révolution bolivarienne" est en train de se noyer ».

Il n'y aura plus, désormais, aucun répit. « Chavez laisse les rebelles colombiens exercer leur pouvoir à l'intérieur du Venezuela » (*The Wall Street Journal*, 26 novembre 2008). Un rapport du Congrès américain « auquel a eu accès El Pais » (16 juillet 2009) décrit le Venezuela comme un nouveau « narco-Etat » ; extrait : « Les agences de sécurité américaines ont détecté, en 2007, 178 vols en provenance d'aéroports du Venezuela que l'on suspecte [on admirera la pertinence de la preuve] d'avoir transporté de la drogue »... Que le narcotrafic utilise le Venezuela pour exporter la cocaïne est une évidence. Le pays se trouve pris en sandwich entre le premier producteur du monde (la Colombie) et le premier consommateur (les Etats-Unis). Chavez y est-il pour quelque chose ? Bien sûr, claironnent les médias ! Qui ne disposent sans doute pas d'archives : lors de la visite du président William Clinton à Caracas, en octobre 1997, un accord de coopération contre le narcotrafic (11 millions de dollars) a été signé entre Clinton et le chef de l'Etat vénézuélien Rafael Caldera, car, écrit alors *The International Herald Tribune* (14 octobre 1997), « le Venezuela est la plus importante des routes de contrebande du trafic, depuis la Colombie jusqu'aux marchés illicites. Le pays sert de zone de transit pour environ 100 tonnes de cocaïne et 10 tonnes d'héroïne par an ».

La même technique sera utilisée à propos de la vague d'insécurité, bien réelle, qui frappe le Venezuela. « La violence ensanglante Caracas » titre *El País*, le 6 octobre 2009. La presse vénézuélienne tourne en boucle sur ce thème, les médias internationaux enfoncent le clou : « *Sous la révolution bolivarienne du président Hugo Chavez, la capitale du Venezuela s'est hissée au rang des villes les plus violentes du monde* » (« Caracas, la cité de la peur », *L'Express*, Paris, 26 mai 2010). Sauf que, en décembre 1996, deux années avant l'arrivée au pouvoir de M. Chavez, une revue spécialisée (*Raids*, n° 127, Paris, décembre 1996) écrivait :

« Avec une moyenne de quatre-vingts morts par balles chaque fin de semaine, avec des attaques quotidiennes dans les transports en commun, avec sa pauvreté au développement exponentiel, avec enfin une crise économique qui ronge le pays depuis plus de quinze ans – l'inflation est de plus de 1000 % par an –, Caracas est devenue depuis quelques années l'une des villes et peut-être même la ville la plus dangereuse du monde ».

Bien peu semblent s'en souvenir. Dans le combat politique, l'oubli est une arme d'une redoutable efficacité.

Dans le concert de ses illustres confrères, *El País* s'en donne à cœur joie : « Chavez agit déjà comme un dictateur » (17 avril 2009) ; « Le gouvernement vénézuélien a collaboré avec [l'organisation basque] ETA et les FARC » (2 mars 2010) ; « Ainsi s'est entraînée ETA au Venezuela » (7 mars 2010) ; « Le Venezuela est devenu la station balnéaire de l'ETA » (21 mars 2010)...

Pourquoi accorder une telle importance à ce quotidien espagnol, interrogera-t-on ? Parce que, d'une part, il est la parfaite illustration de ce que sont devenus les médias dominants. Considéré (à tort) comme de « centre gauche », *El País* appartient à la multinationale de la communication Prisa. Celle-ci contrôle plus de mille stations de radio – en Espagne, aux Etats-Unis, au Mexique, au Panamá, au Costa Rica, en Colombie, en Argentine, au Chili – et touche près de 30 millions d'auditeurs. En Colombie, Prisa contrôle Radio Caracol - rebaptisée par beaucoup « Radio Paracol » (en référence aux paramilitaires, les *paracos*) ; au Mexique, Radiopolis ; aux Etats-Unis GLR Networks et ses soixante stations affiliées. Pour un tel groupe industriel, les intérêts économiques priment désormais sur l'information. Gare aux gouvernements qui, en Amérique latine, remettent en cause l'ordre dominant !

D'autre part, en Europe, et s'agissant de l'Amérique latine, *El País* fait l'opinion. Hispanique, considéré comme une référence, disposant sur place de nombreux correspondants, il est lu par les journalistes, chercheurs et universitaires qui travaillent sur cette partie du monde. Qu'il annonce « La dévaluation du bolivar révèle l'incompétence de la politique économique

chaviste » (12 janvier 2010) et l'on peut être sûr qu'on retrouvera la même analyse, quasiment dans les mêmes termes, le lendemain ou quelques jours plus tard, dans *Le Monde*, *Libération*, *le Nouvel Observateur*, etc., chez de nombreux universitaires...

« Hugo Chavez vire – vraiment - autocrate », annonce *Marianne* (29 août au 4 septembre 2009). Le poison fait peu à peu son œuvre. Ce flux permanent d' « informations » décrédibilise chaque jour un peu plus les gouvernements de l'ALBA aux yeux de l'« opinion internationale ». En cas de tentative de coup d'Etat ou de déstabilisation les affectant (Venezuela, avril et décembre 2002 ; Bolivie, septembre 2008) il sera d'autant plus aisé de renvoyer agresseurs et victimes dos à dos, à l'instar de ce petit bijou français – « Manuel Zelaya, le putsch au crime » – lu au lendemain du coup d'Etat au Honduras (*Libération*, 30 juin 2009). Voire même de justifier le renversement de ces chefs d'Etats qui dérangent. Le plus menacé étant actuellement le président Fernando Lugo, au Paraguay (non membre de l'ALBA, mais entretenant d'excellentes relations avec elle).

Double critère, en permanence – et parfois là où on l'attendrait le moins.

Haïti, 12 janvier 2010 : un épouvantable tremblement de terre frappe le pays le plus pauvre de l'Amérique latine. L'aide internationale n'est pas encore arrivée. Les premiers à prendre en charge les blessés sont les trois cent quarante-quatre médecins et paramédicaux cubains qui, dans le cadre d'une opération durant depuis douze années, portent assistance à cette population abandonnée à son triste sort par la « communauté internationale ». Sept jours plus tard, le 19 janvier, Karl Zéro occupe la soirée de la chaîne publique dite culturelle « Arte », en se mettant dans la peau d' « *un pitoyable grabataire, avec son œil fou* » : Fidel Castro². Sur fond d'images d'archives, Zéro évoquera (entre autres), parlant à la place de Castro, les visites de son « *seul et dernier ami, le cocaïnomané vénézuélien Chavez, ce vil flatteur à tête d'Inca* », Che Guevara, « *le Che, le haineux, le sanguinaire, la machine à tuer* » – « *Il était d'un bloc Ernesto, limite à la masse, il fonçait, il réfléchissait après* ». L'actuel président cubain Raul Castro : « *Raul, mes parents l'ont eu comme ça, pas fini, on n'a pas le mode d'emploi. C'est une buse (...), mais un pur communiste...* » Quant au rôle de Cuba en Afrique, son aide à l'Angola qu'agressait l'Afrique du Sud de l'apartheid, et sa participation à

² *Dans la peau de Fidel Castro*, un film de Karl Zero et Daisy D'Errata, adaptation de Zoe Valdes, Arte France, La Mondiale de productions et Troisième œil productions.

la libération de la Namibie, ce réquisitoire n'en retiendra que : « *Brejnev me faisait livrer des containers de caviar, en échange de quoi je le fournissais en chair à canon* ».

On objectera que Zéro se définissant comme un provocateur à l'humour décapant, il convient de prendre ce film au second degré. Interrogé en plateau sur la pertinence de son exercice, Zéro répondra, lui – au premier degré : « *J'ai juste le sentiment de faire des films honnêtes* ».

Il est parfaitement légitime que la presse internationale – écrite, radiodiffusée et télévisée – rende compte, commente voire condamne la mort dans un hôpital de La Havane, au terme de quatre-vingt-cinq jours de grève de la faim, de l' « opposant » cubain Orlando Zapata Tamaya, le 23 février 2010. D'ailleurs, exemplaire dans son souci d'informer, *El País* consacra trois pleines pages, le 25 février, à ce premier détenu politique cubain à mourir en prison depuis 1972.

Au même moment, au Honduras, après le coup d'Etat qui a renversé le président Manuel Zelaya et les élections contestées qui ont porté au pouvoir, le 28 janvier, M. Porfirio Lobo, les enlèvements et les assassinats de militants du Front national de résistance populaire (FNPR), de syndicalistes ou de dirigeants d'organisations sociales se multiplient. Faute de place dans leurs pages ou de temps dans leurs bulletins d'information, aucun média ne peut malheureusement rendre compte de ces événements.

Quant à la Colombie, toujours au même moment, il ne s'y passe rien qui puisse retenir l'attention. En décembre 2009, ce qui est sans doute la plus grande fosse commune de l'histoire contemporaine de l'Amérique latine a été découverte à La Macarena (Meta), à deux cents kilomètres de Bogotá. Juriste et secrétaire du Comité permanent pour la défense des droits de l'homme en Colombie, M. Jairo Ramirez a déclaré : « *Ce que nous avons vu est effrayant (...) Une quantité infinie de corps et, à la surface, des centaines de planches de bois de couleur blanche portant l'inscription « non identifié » et des dates allant de 2005 à aujourd'hui.* » D'après les témoignages recueillis, entre mille cinq cents et deux mille personnes assassinées – paysans, syndicalistes, leaders communautaires, etc. – pourraient avoir été jetés-là par les paramilitaires et les forces d'élite de l'armée (Fuerza de Tarea Omega) déployées dans la région.

En avez-vous entendu parler en lisant vos quotidiens ou en ouvrant la télévision ? Non ! Pas plus que de Bolivar et du projet qu'il inspire dans les pays où les opposants ne finissent

pas dans les charniers.